

## Hollande, trois ans au service du patronat

**D**epuis trois ans à l'Elysée, Hollande utilise la crise pour faire les poches de la grande majorité de la population afin de gonfler celles du monde de la Finance et défend bec et ongles hors de l'Hexagone les intérêts de l'impérialisme français.

### Des guerres contre les peuples

Pour justifier les interventions militaires françaises, Hollande invoque la lutte contre le terrorisme. En fait ces interventions sont l'occasion de continuer à spolier ces régions d'Afrique et de trouver de nouvelles parts de marché comme par exemple l'uranium du Niger ou bien les réserves de pétrole et de diamants d'Afrique Centrale, et ce pour le plus grand profit des multinationales. Cet objectif conduit Hollande à afficher son amitié avec des monarchies, notamment celles du Golfe arabo-persique, et à leur vendre des armes sans jamais qu'il ne soit question, curieusement, des droits de l'Homme, et plus particulièrement ceux de la Femme. Et c'est avant tout pour défendre les intérêts des marchands d'armes que le gouvernement a également décidé d'augmenter de 4 milliards le budget des armées.

### Le gouvernement Hollande-Valls, fondé de pouvoir du MEDEF

Le président du MEDEF n'aura même pas eu besoin de le demander pour qu'Hollande distribue des milliards d'euros au patronat sans contrepartie, banalise le travail le dimanche, détricote le code du travail, libéralise le transport par autocar au détriment du rail, use de répression syndicale, toutes mesures phares de la loi Macron. Quant à la loi sur le renseignement, sous couvert de lutter contre le « terrorisme », elle consacre un dispositif liberticide qui expose tous les citoyens à la surveillance des services de renseignement et

met en danger toutes les mobilisations sociales et politiques.

Le bilan est lourd : en 2015, plus de 8 millions de personnes vivent avec 964 € par mois, un-e enfant sur cinq est pauvre, 3,6 millions de personnes sont mal-logées ou sans abri, une personne sur cinq renonce aux soins de santé, entre cinq et six millions de personnes sont en exclusion bancaire et 764 000 ménages sont surendettés. Mais non seulement le gouvernement reste sourd et aveugle face au mécontentement populaire mais il prépare de nouvelles attaques.

### Organiser la riposte

Pour en finir avec l'austérité et le chômage, la seule chose qui pourra les faire reculer ce sont les mobilisations et les luttes pour la défense de nos droits sociaux et démocratiques. Il faut en finir avec une politique au service du patronat et des riches, contre les travailleuses et les travailleurs et les peuples.

Les journées du 9 avril et du 1er mai ont été l'occasion d'exprimer un ras le bol global. N'en restons pas là, ne laissons pas le terrain à Sarkozy et à Le Pen. La seule manière d'en finir avec Hollande et le système qu'il défend, c'est un nouveau Mai 68 qui aille jusqu'au bout.



### SOMMAIRE

- page 1 : Hollande, trois ans au service du patronat.
- page 2 : Non à la réforme des collèges!
- page 3 : F.Michelin-Hommage de classe à un exploiteur.
- page 4 : L'Union Européenne ferme ses frontières.
- page 5 : Où en est le processus de paix au Pays Basque?
- page 6 : Livre : "Quel communisme?" d'Alain Badiou.



## Pour un véritable service public *Non à la réforme du collège!*

**A**près l'attaque contre l'éducation prioritaire, alors que la carte scolaire pour la rentrée 2016 dans le primaire se traduit par des fermetures de classes et d'écoles, la réforme du collège introduit une nouvelle offensive d'ampleur contre l'enseignement public. Le tandem Hollande-Valls et la ministre de l'Éducation nationale Vallaud-Belkacem poursuivent leur sale boulot avec une réforme dont rêvait la droite : en finir avec le collège unique. C'est pourquoi les critiques, de droite ou de gauche, ne portent que sur quelques points très limités, mais pas sur l'enjeu véritable de la réforme.



Pour ce gouvernement, comme pour ceux de droite qui l'ont précédé – la réforme Châtel du lycée en 2010 avait la même logique – il s'agit d'abord de dépenser moins. Que la « gauche » ou la « droite » gouverne, l'argent public doit aller aux entreprises (des dizaines de milliards d'euros qui ne servent qu'à enrichir les gros actionnaires) au lieu d'améliorer les services publics d'Éducation, de Santé, des Transports... Ensuite, à partir d'une plus grande autonomie dans la gestion locale des collèges, il s'agit de mettre en place une déréglementation qui cassera le caractère national et public de l'Éducation.

Le projet « collège 2016 » se traduit par des attaques contre les disciplines, avec des globalisations, des diminutions d'horaires, des suppressions d'options... Et la deuxième langue vivante enseignée désormais dès la classe de 5<sup>ème</sup>, soit un an plus tôt, n'est pas un progrès dès lors que les heures d'enseignement de cette même langue sont diminuées en 4<sup>ème</sup> et 3<sup>ème</sup> et que les classes bilangues et européennes sont supprimées.

L'autonomie des établissements est renforcée. 20 % de l'horaire – pris sur les disciplines - seront décidés localement sous la coupe du chef d'établissement. Ces 20 % seront consacrés aux EPI (Enseignements Pratiques Interdisciplinaires) et à l'AP (Aide Personnalisée, pour les élèves en difficulté). Les EPI, travaux en groupe croisant plusieurs disciplines, sont l'un des axes de la réforme alors qu'ils viendront augmenter la concurrence et les

inégalités entre établissements. Quant à l'AP, prévue sans moyens réels, elle risque fort de connaître le même échec qu'en primaire et au lycée.

Car ce sont bien des moyens qu'il faudrait actuellement au collège : créations massives de postes, baisses significatives d'effectifs dans les classes etc. La logique de la réforme Vallaud-Belkacem, c'est au contraire un ensemble de dispositifs destinés à faire des économies budgétaires. De plus, les différences accrues entre les établissements viendront accentuer les inégalités sociales et culturelles entre les élèves. Si cette réforme voit le jour, un sérieux coup sera porté au collège

unique, déjà mal en point.

Ce projet se situe dans la continuité d'une politique qui menace toute l'Éducation nationale, une politique qu'il faut stopper.

Les organisations syndicales SNES-FSU, SNEP-FSU, SNALC-FGAF, SNFOLC, SNETAA-FO, CGT Educ'action et Sud Éducation ont appelé à la grève le 19 mai, pour le retrait de cette réforme. Cette journée a été bien suivie. Mais, véritable provocation, le décret de la réforme est paru le lendemain même au journal officiel. Pour imposer le retrait et une autre politique tant dans les collèges que dans le primaire et les lycées, il s'agit, en assemblée générale dans les établissements, de débattre de la suite pour faire converger des luttes aujourd'hui dispersées et faire reculer le gouvernement.



é  
d  
i  
t  
o



## La mort de François Michelin

### Hommages au Bibendum

**F**rançois Hollande, qui a appris avec "tristesse" le décès de François Michelin, a rendu "hommage" à cette figure de la classe capitaliste en déclarant : "Il fut l'un des plus grands industriels français de l'après-guerre. Il avait compris l'importance de l'innovation et du développement industriel à long terme, il était aussi profondément humain et animé par une foi ardente...". En outre il a adressé à sa famille, à ses proches et à tous les salariés de MICHELIN, ses sincères condoléances...

Dans le même Jean Pierre Serezat, camarade CGT de Clermont Ferrand, a rendu un hommage de classe aux travailleuses et aux travailleurs de chez Michelin qui subissaient une exploitation éhontée et aux militants syndicalistes qui étaient pourchassés par François Michelin et ses sbires. Nous publions ici sa lettre ouverte au défunt.

"Pendant que d'autres vont vous rendre hommage, moi, Monsieur François MICHELIN, je vais le rendre à ceux qui vous ont permis d'exister.

Je rends hommage aux centaines de milliers de travailleurs anonymes qui ont fait votre fortune et celle de la Maison Michelin.

Je rends hommage aux militants de la C.G.T. et aux travailleurs du siècle dernier qui ont été licenciés, interdits de travail, voire déportés en 1939-1945, comme le communiste Robert MARCHADIER.

Je rends hommage aux dizaines de milliers de licenciés économiques abusifs.

Je rends hommage aux 2500 travailleurs reconnus en maladies professionnelles.

Je rends hommage aux 250 malades de l'amiante dont la plupart sont décédés.

Je rends hommage à tous ceux qui ont été empoisonnés par l'industrie du caoutchouc : benzène, toluène, hydrocarbure, amines aromatiques, radioactivité, fumées, vulcanisations, etc...

Je rends hommage à ceux qui ont combattu la "Cagoule" au sein de votre usine, pendant que certains de vos cadres montaient régulièrement à Paris pour organiser ce mouvement fasciste destiné à renverser la République.



Vous avez poursuivi une étroite relation avec la branche la plus conservatrice de l'Eglise, puisque nombre d'observateurs ont pu vous voir au monastère intégriste de Randol proche de Clermont-Ferrand.

Je rends hommage aux "pisses-vinaigres" que j'étais pour vous, vous ayant tenu tête.

Je rends hommage aux syndicalistes que vous avez haï et décrit comme "les verts dans le fruit".

Je rends hommage aux 189 licenciés reconduits en taxi, dont certains se sont suicidés suite à ce scandale.

Je rends hommage aux travailleurs vietnamiens qui ont été assassinés dans vos plantations après avoir connu l'enfer de conditions de travail rappelant l'esclavage le plus ignoble.

Je rends hommage à ceux qui se sont suicidés, au travail ou à leur domicile, suite au harcèlement mis en place contre eux.

Je rends hommage à ceux qui, comme moi, ont eu leur carrière bloquée et ont été discriminés pour, je cite : "Ne respecte pas les valeurs de l'entreprise".

Je rends hommage aux syndicalistes, anarchistes, communistes, chrétiens etc... qui ont été victimes de discriminations au travail permanentes.

Je rends hommage aux 7 500 licenciés qui ont fait grimper la Bourse pour vos profits, et qui se résume à cette expression méprisante de "licenciements boursiers".

Je rends hommage également à ceux qui, aujourd'hui, luttent dans vos usines de par le monde.

Pour conclure :

Vous venez de décéder à la maison de retraite "Les Petites Sœurs des Pauvres" aux Carmes, comme apparemment un pauvre gueux. Jusqu'au bout, vous avez véhiculé votre image de l'homme humble. J'ose espérer que vous avez déclaré un mécénat pour dons aux œuvres religieuses.

Mais, vous faites partie de la grande bourgeoisie industrielle et financière malgré vos airs de simplicité, cet habillage n'a trompé que ceux qui ne voulaient pas voir et ceux que cela arrangeait.

Oui, j'ai appris sous vos ordres que les lois de la République ne s'appliquent pas derrière les portes de vos usines et coffres. Ce qui s'applique, c'est le système Michelin dit de la Maison : "L'autorité ne se partage pas, elle s'incarne".

Oui, Monsieur, vous m'avez haï avec votre système Maison, parce que je partageais les idées de la C.G.T. et du Parti communiste. Vous me considérez comme un ennemi de l'intérieur, un terroriste. Effectivement, j'en étais un, qui combattait la terreur que vous faisiez subir aux salariés qui ne se conformaient pas dans le moule de la Maison. Aujourd'hui, je vous rends la monnaie de la pièce comme pendant les grandes grèves contre l'augmentation de notre prix horaire "20 centimes de francs".

Oui, Monsieur, nous ne sommes pas de la même classe sociale, je fais partie des gueux et je reste debout avec ma classe, celle des travailleurs.

Oui, Monsieur combien de fois ai-je entendu cette phrase venant d'un tel qui était brimé, de mauvaises conditions de travail, ou après une injustice de la hiérarchie : "Ah ! Si François savait tout cela, ça changerait". Votre paternalisme fonctionnait bien.

Mais, Monsieur, vous saviez tout cela, car vous étiez le Patron, c'est vous qui dirigiez le navire et donc toute la philosophie Maison. Comme le dit Yvan Levaï dans le film "Paroles de Bibs" : "Bien sûr qu'ils en ont fracassé du monde dans l'usine, mais la morale est sauve, le Patron est là et il va à la messe le dimanche".

Oui, Monsieur, le jour de votre enterrement, je ferai la fête avec mes amis, comme les mineurs gallois pour le décès de la mère Thatcher. Je vous dois bien cela pour tout le mépris que vous avez montré à mon égard.

**Je ne regrette rien, si cela était à refaire, je le referais.**

**Un gueux, ouvrier et syndicaliste Michelin, Jean-Pierre SEREZAT**



\* titre piqué à Libération



## DRAMES EN MEDITERRANEE NON-ASSISTANCE AUX MIGRANT-ES EN DANGER !



**L**e Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) n'en finit pas de publier des statistiques macabres concernant le nombre de personnes mortes en tentant de traverser la Méditerranée pour venir trouver refuge en Europe. Elles étaient au total 3 419 lors de l'année 2014 et ce chiffre devrait être largement dépassé cette année puisqu'on a déjà atteint le seuil des 3 000 début mai. Au total, depuis le début de ce siècle, ce sont plus de 22 000 personnes qui auraient ainsi perdu la vie. Ce qui n'arrête nullement le mouvement qui pousse toujours plus de migrantes et de migrants à tenter l'aventure. Ils étaient 207 000 l'an dernier et le cap des 300 000 pourrait bien être atteint en 2015. Le chiffre "record" de 2011 de 70 000 personnes, enregistré dans la foule des Printemps arabes, est donc largement dépassé. Et cette hécatombe ne va pas s'arrêter dans la mesure où l'Union Européenne n'est pas prête à lever le petit doigt pour aider à s'en sortir ces enfants, ces femmes et ces hommes venu-es de Syrie, d'Erythrée, du Soudan ou de Somalie.



### Des régions livrées au chaos

Les candidates et les candidats à cette traversée souvent mortelle viennent de régions, notamment au Moyen-Orient et dans certaines parties de l'Afrique (voire de beaucoup plus loin, comme l'Afghanistan), qui sont en plein chaos, ravagées par les guerres civiles, les interventions impérialistes diverses et variées, les rivalités ethniques etc. Les exemples qui nous sont les plus familiers, car géographiquement les plus proches, sont ceux de la Libye et de la Syrie. Mais partout ce sont des millions de personnes déplacées qui ont fui vers les pays voisins (Liban, Jordanie, Turquie, Tunisie, Egypte..) qui ne sont pour certaines que des refuges temporaires en attendant de gagner l'Europe.



### L'Union européenne entre pingrerie et répression

Dans un premier temps l'Italie, principale destination des embarcations clandestines, avait tenté de faire face au problème en lançant, après le drame de Lampedusa (366 victimes lors d'un naufrage en octobre 2013), l'opération de sauvetage "Mare Nostrum" qui mobilisait un grand nombre de ses bâtiments de guerre et des douanes, appuyés par des avions et des hélicoptères.

Mais lorsqu'elle a lancé un appel à l'aide à l'Union Européenne, cette dernière a décidé de réduire la voilure et les coûts en précisant que sa mission première n'était non de sauver des vies humaines mais simplement de surveiller les frontières terrestres et maritimes. C'est le sens de l'opération "Triton" placée sous l'égide de l'agence européenne "Frontex".

Mais l'Union européenne va plus loin. Suite à la mort de 800 migrant-es, elle vient de demander l'aval de l'ONU pour pouvoir intervenir militairement contre les passeurs en bombardant leurs bateaux dans les eaux territoriales libyennes. Ce qui ne fera qu'ajouter au chaos ambiant en menaçant un peu plus la vie de celles et ceux prêt-es à tout pour fuir.

Cette politique inhumaine et barbare illustre, plus que de longs discours, l'hypocrisie des dirigeants européens, de droite comme de gauche, prêts à défendre la libre circulation des capitaux mais pas celle des êtres humains dans un ensemble communautaire qui aurait pourtant largement les moyens d'accueillir celles et ceux qui tentent d'échapper à la guerre et la misère.

**En refusant un tel geste l'Europe capitaliste se rend complice de la mort de dizaines de milliers d'hommes, de femmes et d'enfants qui appartiennent à la même classe sociale que nous, celle des opprimé-es et des exploité-es.**



**A bas les frontières !**



## Processus de paix : Avancer contre les Etats

Les semaines, les mois, les années passent. Il y aura bientôt quatre ans que la société basque est engagée dans la résolution du conflit. Mais les Etats espagnol et français continuent de refuser tout dialogue. Aucun répit dans la répression !

### Ibon Fernandez Iradi reste en prison

Le 7 mai dernier, la Cour d'appel de Paris a rejeté la demande de suspension de peine d'Ibon Fernandez, gravement malade, incarcéré à Lannemezan. Le procureur a invariablement plaidé pour le maintien d'Ibon en prison, montrant bien la volonté politique du gouvernement. Pourtant, deux expertises médicales avaient conclu à la nécessité de la mise en liberté pour qu'Ibon Fernandez puisse bénéficier des soins appropriés. Une troisième expertise – procédé inhabituel - a alors été requise et a donné un avis contraire. On peut penser que c'était là sa fonction. Et de fait, la « justice » a conclu que la sclérose en plaques d'Ibon « n'est pas invalidante » et qu'il restera incarcéré !

L'Etat français s'assoit sur sa propre loi, la loi Kouchner de 2004, votée précisément pour permettre des suspensions de peine en cas de maladie grave. Maurice Papon en a bénéficié... mais pas le militant basque Ibon Fernandez. Le gouvernement Hollande-Valls a et aura des comptes à rendre sur l'évolution de sa maladie.

### Jon Anza : une injuste décision de « justice »

Rappelons que le militant basque a disparu en avril 2009 après avoir pris le train de Bayonne à Toulouse. Son corps a été

retrouvé... onze mois plus tard à la morgue de l'hôpital Purpan à Toulouse alors que sa disparition avait rapidement été signalée à la police et que de son côté l'hôpital avait prévenu de la présence d'un corps non identifié. On ne peut que penser à un nouvel épisode de guerre sale en Pays Basque, avec la présence d'agents espagnols en France qui auraient interrogé et torturé Jon Anza.

Le parquet de Toulouse a classé le dossier sans suite en 2013, après avoir pourtant reconnu « des dysfonctionnements constitutifs de faute lourde » dans l'enquête.

Le tribunal de grande instance de Paris vient de rejeter le recours civil déposé par la famille de Jon Anza pour faire reconnaître la responsabilité de l'Etat. Pour les juges, il y a bien eu un dysfonctionnement au niveau de l'enquête tant de la part de la police que du Parquet, mais pas de faute lourde.

Cette décision de « justice » est à l'opposé de ce dont a aujourd'hui besoin le Pays Basque : mémoire et vérité.

### Espagne : 6 ans de prison pour sept jeunes indépendantistes

28 jeunes du Pays Basque Sud ont été jugé-es en décembre dernier à Madrid pour appartenance à Segi. Segi a été déclaré illégale en Espagne en 2002, mais gardait pignon sur rue en France. Segi se définissait comme une organisation indépendantiste, révolutionnaire et socialiste et s'est auto-dissoute en 2012, ce qui n'a pas empêché les condamnations actuelles !

En effet, sur les 28, si douze ont vu leur accusation annulée et neuf ont été relaxés,



un verdict dur et inacceptable a frappé sept d'entre eux qui ont été condamné-es à six ans de prison. Une manifestation, durement réprimée par la police basque, a eu lieu à Vitoria-Gasteiz le 17 mai. Un fort mouvement de solidarité se développe.

### Élargir la dynamique du processus de paix : Bake Bidea à Paris le 11 juin

Face au blocage des Etats, la construction du processus de paix se poursuit.

« Paris ne vient pas dans le Pays Basque et n'en parle pas » regrette le collectif Bake Bidea (Le Chemin de la Paix). « C'est donc nous qui allons monter à Paris ».

Aussi Bake Bidea organise une « conférence humanitaire pour la paix au Pays Basque » le jeudi 11 juin à la salle Victor Hugo à Paris dans les locaux de l'Assemblée Nationale de 9h à 13h.

Organisations, associations, medias sont invité-es. Prendront part à la conférence des membres du Groupe International de contact sur le Pays Basque comme Brian Currin et Raymond Kendall, des témoins du conflit... La Ligue des Droits de l'Homme co-organise la conférence. D'autres partenaires sont attendu-es.

L'objectif est de montrer la détermination qui existe en Pays Basque pour la mise en place de la feuille de route de la déclaration d'Aiete, de présenter les nombreuses initiatives et la pluralité des soutiens en faveur de la résolution du conflit... en espérant un impact au niveau parisien et hexagonal.



**Livre****Quel communisme ? d'Alain Badiou  
Entretien avec Peter Engelman**

Bayard, éditeur

**T**oute la philosophie politique d'Alain Badiou se trouve résumée dans la longue citation reproduite en page 4 de couverture et qui affirme : *"Depuis pas mal d'années, je considère que la situation mondiale de la pensée se rapproche aujourd'hui bien plus de celle de Marx et des intellectuels révolutionnaires des années 1840 que de ce que nous avons connu au XXème siècle. Après la catastrophe finale des Etats socialistes, après la conversion du monde entier au paradigme du capitalisme déchaîné, nous devons en quelque sorte tout reprendre à zéro"*.

Cette idée de faire table rase de l'histoire de plus d'un siècle et demi du mouvement ouvrier lui fait largement passer sous silence ou à peine effleurer des moments aussi essentiels que les révolutions russes de 1905 et 1917, les révolutions allemandes des années 1920, la guerre civile espagnole de 1936-39, les grèves générales de juin 36 et de mai 68 en France, etc, et, surtout les leçons que l'on peut en tirer pour préparer les luttes de demain.

La seule expérience qui semble trouver grâce aux yeux de l'ancien dirigeant maoïste qu'il fut est la Révolution culturelle chinoise (1966-1976) alors que, selon lui, c'est Mao Tsé-Toung qui aurait le plus clairement saisi la nature du communisme comme mouvement. Avec de telles références on reste un peu pantois.

Badiou reprend aussi une conception fort en vogue dans les années 1960 qui opposait à un "jeune" Marx des *"Manuscrits de 1844"*, plutôt libertaire, un "vieux" Marx de la maturité qui penchait beaucoup plus nettement vers l'autoritarisme. Cela aurait conduit ce dernier, notamment sous l'influence négative d'Engels, à privilégier l'organisation politique de la classe ouvrière en parti au détriment de la spontanéité révolutionnaire des masses. Il fait remonter cette évolution à l'échec de la Commune de Paris de 1871, échec qui aurait été analysé après coup par les marxistes comme étant dû en partie à l'absence parmi les Communard-es d'une organisation politique révolutionnaire ayant une claire vision stratégique.

En consacrant alors une partie de leurs forces à faire naître un tel parti (la social-démocratie allemande) dans les années 1880-1890, Marx et Engels se seraient en quelque sorte fourvoyés en perdant de vue le caractère universaliste et internationaliste de l'idée communiste. Et Lénine n'aurait fait qu'enfoncer le clou en créant plus tard le Parti bolchevik que Staline aurait ensuite utiliser à ses fins.

Le moins que l'on puisse dire est que cette analyse est plus que contestable. Il semble que Badiou parte d'un constat assez sommaire des méfaits du stalinisme et de ses avatars (dont la perversion principale serait de s'être incarnés dans des pouvoirs étatiques) pour faire une croix sur toute idée de

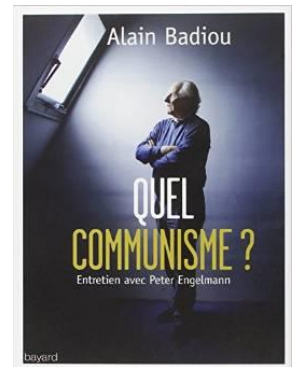
construire un parti politique représentant véritablement les intérêts de la classe ouvrière et qui, loin de s'opposer à la spontanéité révolutionnaire, s'en nourrirait à chaque pas.

Mais par quoi veut-il remplacer un tel parti ? Là on reste sur sa faim. Il écrit *"Cette barbarie (capitaliste) étant pour l'instant dominante il faut d'abord reconstruire "l'idée", refaire circuler le mot communisme. Il faut organiser de petits noyaux d'expérimentation politique locale, il faut accompagner tout cela par des travaux dialectiques, analytiques et formels. C'est là la situation"*. Mais, même en suivant son raisonnement, on est obligé de constater que les expérimentations politiques locales, si riches soient-elles, doivent s'articuler dans une stratégie nationale et internationale sous peine de se stériliser. Et c'est là justement un des rôles que doit jouer un parti, tant sur le plan pratique que théorique.

Ceci dit, par bien des côtés, Badiou est malgré tout proche de nous, notamment par l'accent qu'il met sur l'auto-organisation des masses et la nécessité, pour ces dernières, de se forger leur propre représentation politique. Il l'est aussi par sa fidélité à la notion même de communisme. Il écrit par exemple : *"Par ailleurs, l'intérêt et la force du mot "communisme", c'est qu'il désigne explicitement, et de façon assumée, la conviction qu'une organisation radicalement différente est possible. C'est un point clé, c'est pour cela que le mot communisme est redevenu important, car il désigne entre autres choses la conviction qu'un autre type d'organisation de la société que celui qui domine aujourd'hui est possible"*.

Et là il n'y a rien à ajouter.

NB : il est un peu dommage que toute la première moitié de ce petit livre n'ait pas grand-chose à voir avec le titre "Quel communisme ?" et soit consacrée à un dialogue entre Badiou et Engelman sur la place de l'être et de l'individu chez Hegel, Sartre, Heidegger... Ce débat entre spécialistes est souvent un peu frustrant.



Pour toutes vos commandes... faites vivre une librairie militante !

**librairie**

**la-breche.com**

27, rue Taine - 75012 PARIS ☎01.49.28.52.44  
@ contact@la-breche.com

<http://www.anti-k.org>

**Anti-k**

L'économie anti-capitaliste